

## MAURITANIE

# M. Ould Abdelaziz en tête de la présidentielle, des candidats mécontents

**Les résultats provisoires du scrutin présidentiel en Mauritanie donnaient hier le candidat Mohamed Ould Abdelaziz en tête des suffrages avec 51% des voix, selon le ministère de l'Intérieur, alors que quatre candidats ont d'emblée rejeté ces chiffres.**

«Les chiffres, jusque-là, en notre possession indiquent que le taux de participation au scrutin présidentiel a atteint 63,5%, et le candidat Mohamed Ould Abdelaziz qui enregistre 51% des voix devance toujours les autres concurrents», a déclaré à l'APS M. Brahim Mohamed Horma, chargé des relations avec la presse auprès du ministère de l'Intérieur, précisant que ces chiffres sont «provisoires».

De leur côté, quatre candidats ont rejeté les chiffres provisoires provenant des bureaux de vote des différentes régions, appelant notamment le Conseil constitutionnel et le ministère de l'Intérieur à «ne pas valider ces résultats».

Cette réaction a été rendue publique lors d'une conférence de presse animée ce matin dans la capitale mauritanienne par les candidats, Messaouden

Oud Boukhelif, Ahmed Oud Daddah, Ely Oud Mohamed Val et Hamad Abdallah Maimou.

Il est à rappeler que M. Mohamed Ould Abdelaziz, général démissionnaire de l'armée, a indiqué lors de l'accomplissement de son devoir électoral qu'il était «optimiste», déclarant également que «nous passons au premier tour. C'est le camp du changement, celui de la Mauritanie qui va gagner».

Pour sa part, le colonel Ely Ould Mohamed Vall, président de l'ancien Conseil militaire pour la justice et la démocratie



Le général Mohamed Ould Abdelaziz.

(CMJD) qui avait géré la transition (2005-2007), a juste après avoir accompli

son devoir électoral, prévu un deuxième tour.

«Dans un contexte nor-

mal de cette élection et si le vote se déroule normalement, aucun des candidats

ne peut passer au premier tour», a-t-il dit à la presse au sortir du bureau de vote.

Les élections sont destinées à faire sortir le pays de la crise politique née du coup d'Etat mené par les militaires contre le président Sidi Ould Cheikh Abdellahi.

Elles constituent également pour le citoyen mauritanien une occasion qui lui permet de voter pour «la paix, la sécurité, la démocratie et le développement», selon les impressions de votants.

Plus de 300 observateurs internationaux supervisent ce vote censé rétablir l'ordre constitutionnel dans le pays.

Ces personnalités représentent, l'Union africaine, l'ONU, l'Union européenne, La Ligue de Etats arabes, l'organisation internationale de la francophonie, l'Organisation de la conférence islamique (OCI), ainsi que des ONG et des pays occidentaux.

## OTAGES FRANÇAIS EN SOMALIE

## Contacts rompus selon Mogadiscio, des «messages» selon Paris

**Les contacts entre les autorités somaliennes et les extrémistes islamistes détenant deux agents français étaient rompus hier, a déclaré à l'AFP un haut responsable des services de sécurité somaliens, même si selon Paris des «messages passent» avec les ravisseurs.**

«Il semble que les espoirs de négociation pour libérer les otages français diminuent (...) car tous les contacts avec les ravisseurs sont rompus jusqu'à

présent et le gouvernement ne sait pas où se trouvent les deux» hommes, a expliqué sous couvert d'anonymat un haut responsable des services de sécurité somaliens.

«C'est vraiment une affaire très compliquée», a-t-il ajouté sans autre commentaire.

A Paris, le secrétaire général de la présidence française, Claude Guéant, a assuré que «des messages» passaient entre la France et le groupe qui détient les Français mais que des négociations n'étaient «pas engagées à proprement parler».

Il a ajouté sur la radio Europe 1 avoir eu «des nouvelles rassurantes», ajoutant que les deux hommes étaient «bien traités». Il a aussi souligné que les autorités françaises étaient «submergées par une profusion d'informations contradictoires».

De son côté, un responsable de la police de Mogadiscio, Mohamed Adan, a indiqué que «tous les efforts pour joindre les ravisseurs arrivent à leur terme».

«Nous n'avons pas plus d'information sur les otages et nous croyons qu'ils ne sont plus à Mogadiscio; tous les efforts pour joindre les ravisseurs arrivent à leur terme en raison de la décision des ravis-

seurs d'amener les otages devant un tribunal islamique», a-t-il estimé.

Les deux agents français enlevés mardi à Mogadiscio vont être jugés pour «espionnage» selon la loi coranique, ont annoncé samedi les extrémistes islamistes des shebab qui les détiennent.

Selon les autorités somaliennes, les deux otages ont été «éloignés» de la capitale somaliennes par les shebab.

«Les hommes que nous avons pris aidaient le gouvernement apostat (somalien) et leurs espions, donc ils seront bientôt jugés et punis selon la charia. Ils feront

face au tribunal pour espionnage et être entrés en Somalie pour aider les ennemis d'Allah», avait déclaré à l'AFP sous couvert de l'anonymat un haut responsable des shebab.

Sur la tenue d'un tel procès, M. Guéant a déclaré que «rien ne nous permet de le penser». Les insurgés islamistes mènent une offensive sans précédent pour renverser le gouvernement somalien de transition soutenu par la communauté internationale. Les deux agents français, «mis à disposition par la Défense», participaient à la préparation «d'un groupe pour assu-

rer la sécurité du président somalien», a précisé M. Guéant. Des étrangers sont régulièrement enlevés en Somalie, pays en guerre civile depuis 1991, avant des demandes de rançon. Journalistes et humanitaires sont particulièrement visés par ces enlèvements majoritairement crapuleux. Dernière de cette série d'enlèvement, trois employés étrangers d'une organisation humanitaire ont été kidnappés dans la nuit de vendredi à samedi au Kenya près de la frontière somalienne par des hommes armés qui les ont aussitôt emmenés en Somalie.

## PALESTINE

## Le prochain round de négociations Fatah-Hamas aura lieu le 25 août

Les mouvements palestiniens Fatah et Hamas ont décidé de reporter au 25 août prochain, leur nouveau round de négociations, a déclaré hier Azzam El-Ahmed, négociateur en chef du parti présidentiel Fatah. Les deux mouvements ont «conclu un accord avec la médiation égyptienne d'ajourner leurs négociations à la date du 25 août», a affirmé à la presse, Azzam El-Ahmed. «Les responsables des deux mouvements, réunis samedi au Caire (Egypte), n'ont pas trouvé de moyens pour lever les obstacles rencontrés dans leurs discussions», a expliqué M. El-Ahmed.

Les discussions de samedi ont «rencontré des obstacles et nous n'avons pas produit de résultats», a encore dit M. El-Ahmed. Selon des sources palestiniennes, ce report est dû à «de larges écarts dans les positions des deux parties,

notamment sur les arrestations politiques dans la bande de Ghaza et en Cisjordanie». Toutes les factions palestiniennes «doivent prendre part dans la pro-

chaine session de négociations prévue pour le 25 août prochain dans le cadre d'un dialogue national global» inter-palestinien, ont souligné ces sources.

## IRAK

## Le chef d'une milice anti-Qaïda tué dans l'explosion d'une bombe

Le chef d'une milice anti-Qaïda et un soldat irakien ont été tués hier dans deux attaques près de Bagdad, ont indiqué des sources de sécurité.

Le chef de la milice, Mahmoud Abdallah, a été tué quand une bombe a explosé contre son véhicule dans la région de Madaïne, à 25 km au sud de Bagdad. Il était chef des Sahwas — des insurgés sunnites reconvertis dans la lutte contre Al-Qaïda — dans la localité de Touwitha, au sud de Bagdad. Un soldat a été tué et trois blessés dans un autre attentat à la bombe contre leur patrouille à Abou Ghraïb, à 30 km à l'ouest de Bagdad, selon une source policière.

L'attaque contre le chef des Sahwa est la troisième en trois jours contre les milices anti-Qaïda autour de Bagdad.